

APPEL POUR UN CONTRE-SOMMET SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

BRUXELLES

Les 25 et 26 février 1995, la Commission Européenne organise à Bruxelles, pour le compte du G7 - le "Groupe des sept pays les plus riches du monde" -, un sommet ministériel sur la société de l'information. Cette initiative a été prise suite au souhait exprimé par Bill Clinton, lors du dernier sommet du G7 à Naples, de voir se tenir un sommet sur la libéralisation des télécommunications.

La Commission Européenne a réservé une place de choix aux représentants des grands groupes industriels internationaux en leur proposant d'ouvrir ce sommet par une table ronde et en leur permettant d'exposer leurs technologies et leur vision de la société de l'information, et ceci dans les bâtiments mêmes du Parlement Européen.

Dans le contexte libéral actuel, les télécommunications et l'audiovisuel sont soumis aux lois de la concurrence, comme de simples marchandises. On assiste à la privatisation progressive des opérateurs publics. Ce sommet a clairement pour but d'accélérer encore ce processus et de soumettre à la seule logique du marché des secteurs qui jusqu'à présent étaient régulés par les pouvoirs publics.

C'est le secteur public qui a le plus contribué au développement des télécommunications, par l'installation de réseaux et par le financement de recherches qui ont placé l'industrie européenne à la pointe du progrès en cette matière. Pour assurer la démocratie des télécommunications, il est indispensable que les autorités publiques en restent maîtres. Dans différents pays, le démantèlement des entreprises publiques des télécommunications a des répercussions graves pour les usagers comme pour les personnels concernés. Pour les usagers, cela se traduit par une importante augmentation des prix et donc par une accessibilité moindre du plus grand nombre à des services de qualité. Pour les personnels, la privatisation est synonyme de pertes d'emplois massives, de dégradation des conditions de travail et de remise en cause de leurs garanties statutaires.

Les radios et les télévisions publiques, de plus en plus privées du soutien des Etats, sont tributaires des ressources apportées par la publicité et sont soumises à la dictature de l'audimat, ce qui les empêche de remplir leurs missions culturelles et éducatives et ne leur permet plus de proposer des programmes diversifiés, atteignant tous les publics. Cette tendance se verra renforcée dans la prochaine décennie avec l'arrivée de nouveaux services (chaînes thématiques, services interactifs, services aux consommateurs, vidéo à la carte, services de "paiement par visionnage" (pay-perview), etc.). Il est primordial que l'audiovisuel de service public ne soit pas marginalisé, laissant les opérateurs privés maîtres du marché. L'audiovisuel public doit mettre à la portée de tous les produits de cette nouvelle ère aux meilleurs prix, tout en continuant à offrir à tous et en clair des programmes de qualité.

Ce sommet va porter sur les nouvelles techniques de communication. Le développement des "autoroutes de l'information", l'avènement annoncé de l'"ère du multimédia", vont peut-être transformer profondément la vie de chacun d'entre nous. Les manières de communiquer, de travailler (télétravail), de consommer (téléachat), d'organiser ses loisirs (irruption d'un "monde virtuel") seront sans doute modifiées. La question qui se pose est double : d'une part, quelle est l'utilité réelle de ces nouvelles technologies, et d'autre part, vont-elles être un outil de développement économique, social et culturel ? Comment garantir enfin que celui-ci serve à développer les emplois, plutôt que de profiter à quelques-uns, fussent-ils américains, japonais ou européens ?

Nous estimons qu'au lieu d'accélérer la mainmise du privé sur ces secteurs clés, les responsables politiques doivent ouvrir un débat public sur la manière dont ces nouvelles technologies seront utilisées, afin qu'elles soient au service de la démocratie et des populations et non un instrument de domination des grands groupes internationaux. Avant de prendre de nouvelles décisions, il faut écouter la voix des citoyens, des consommateurs et des producteurs. L'universalité d'accès est une condition indispensable. Si elle n'est pas assurée, la "société de l'information" sera duale, excluant au Nord comme au Sud la majorité des populations. Ces nouvelles technologies de communication seront-elles un instrument permettant de combler le fossé entre le Sud et le Nord de la planète ou le creuseront-elles encore ?

L'enjeu est ici démocratique et il exige d'urgence une réflexion approfondie de tous.

Signataires : ACOD-BRTN, CADTM, CEDETIM, CETRI, Confédération Générale des Enseignants, CGSP-FGTB (secteur culture), CGSP-RTBF, Comité de Défense du service public de l'audiovisuel, Comité de Défense du service au public, Conseil de la Jeunesse d'Expression Française, ECOLO, Entraide et Fraternité, Equipes Populaires, Fédération des Jeunes Ecologistes Européens, Fédération SUD, Fédération des Institutions socioculturelles, Gauches Unies, GERFA, Greenpeace, Groupe G.U.E.-N.G.L. du Parlement Européen, ILSA, ISETU-FISTAV, Jeunesse et Ecologie, Ligue Internationale pour les Droits et la libération des Peuples, Mouvement Jeunes Socialistes, Parti communiste, Parti Ouvrier Socialiste, Socialisme-Libertés, Société des Réalisateurs de Films, Solidarités en mouvement, Solidarité socialiste, Syndicat français des Artistes-interprètes, Trans Europe Halles, TOES.

Claude Adriaenssens (Equipes Populaires - Bxl), Serge Alvarez (SCCC, Poste), Pierre Beauvois (PC), José Camarena (IU), Pol Charles (Oxfam), Vittoria Cossu, Patrice Dagnelie (CGSP-Cheminots et Sol. en mut), José Daras (minis. d'Etat, Ecolo), Vincent Decroly (dép. Ecolo), Jean Delval (Théâtre des rues), Jean-Claude Deroubaix, Gérard de Séllys (RTBF), Thierry Detienne (dép. Ecolo), Pierre Galand (secr. gén. Oxfam Belg), Myriam Gérard, Marisa Giuliani, Corinne Gobin, Joseph Hick (enseign.), François Houtart, Geneviève Jadoul, Patrick Jadoulle, Pierre Jonckheer (Sénat. Ecolo), Gérard Karlshausen (CNCD), Claire Leseul, Laurent Lurkor (CGSP-RTBF et Ass. Prof. Radio), Jacky Moraël (sec. gén. Ecolo), Nelly Maes (sénat. VU), Marie Nagy (Ecolo Bxl), Jean Ronveaux (sec. gén. CNCD), Renate Schroeder (Féd. Europ. Journalistes), Jean Thiel (dép. Ecolo), Marc Elie Vermoesen (GU), Jean-Pierre Viseur (dép. Ecolo), Yvan Ylief (vice prés. Chambre, PS)